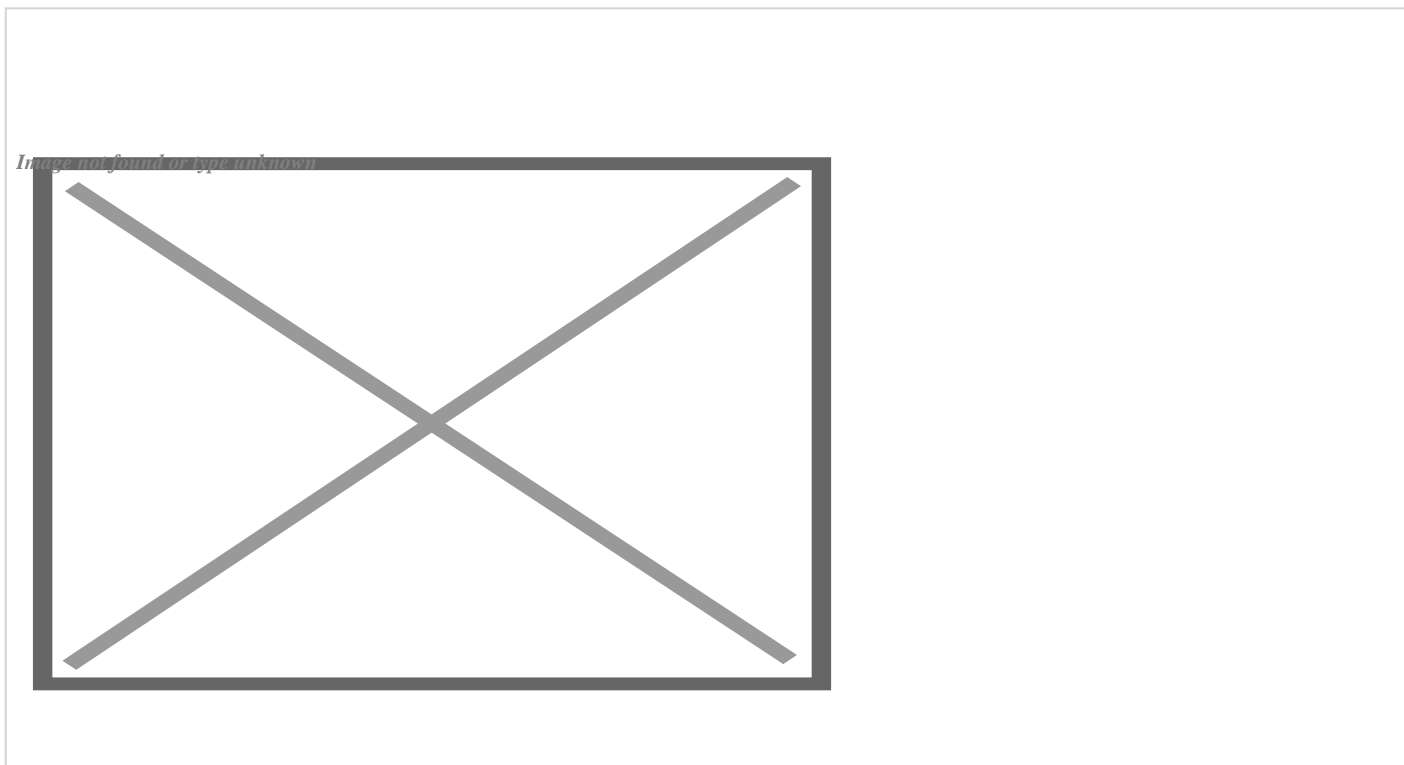


Le gouvernement colombien demande à l'ELN de libérer tous les otages



La Havane, 10 novembre, (RHC)- La délégation du gouvernement colombien aux pourparlers de paix a exigé ce jeudi à l'ELN, l'organisation de guérilla, Armée de Libération Nationale, la mise en liberté immédiate de toutes les personnes prises en otage.

Peu après la libération du père d'un footballeur colombien, l'équipe négociatrice du gouvernement annonce, dans un communiqué, que cette demande sera également formulée lors de la prochaine réunion avec la délégation de l'Armée de libération nationale (ELN).

"Nous sommes heureux d'enregistrer la libération de M. Luis Manuel Díaz. Nous sommes également heureux qu'il ait pu retourner sain et sauf au sein de sa famille et de sa communauté. Nous espérons qu'il retrouvera bientôt sa tranquillité d'esprit, perturbée par un événement qui n'aurait jamais dû se produire", a-t-il déclaré.

Il a souligné que la délégation du gouvernement serait attentive à toute demande formulée par la famille Díaz.

"L'enlèvement est un crime qui porte cruellement atteinte à la dignité humaine, cause d'immenses souffrances aux familles et aux communautés, et viole l'humanité de la personne enlevée dans son

intimité la plus profonde", souligne le communiqué.

"Ce type de crime porte gravement atteinte à la confiance de la société colombienne dans la possibilité de parvenir à la paix et devient un obstacle majeur à la conclusion d'accords et de transformations qui peuvent être convenus dans le cadre d'un dialogue responsable et libre" avertit le communiqué.

"La pratique systématique de l'enlèvement est l'ennemie de la paix, elle génère une haine difficile à surmonter contre ses auteurs, c'est un crime continu - puisqu'il se prolonge au-delà de l'acte de rétention lui-même -, il génère une angoisse permanente pour les personnes enlevées et leurs proches et un rejet total de la part de la communauté nationale et internationale", signale le texte.

Après avoir fait remarquer que le processus de dialogue avec l'ELN a progressé comme aucun autre jusqu'à présent, la délégation gouvernementale considère que l'enlèvement de Luis Manuel Díaz a plongé le dialogue dans une situation critique.

C'est pourquoi, ajoute le communiqué, "le moment est venu de prendre des décisions pour mettre fin à l'enlèvement, comme nous l'avons demandé depuis le début des pourparlers".

Selon lui, l'ELN a justifié cette méthode en arguant qu'elle faisait partie de son financement, ce qui est "indéfendable si l'on considère, d'un point de vue éthique, que le commerce d'êtres humains est licite, même dans les conditions d'un conflit armé".

En ce sens, il considère que toute discussion sur les mécanismes de financement de cette organisation armée ne pourra avoir lieu qu'une fois clarifiées les conditions de son processus d'incorporation.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/338966-le-gouvernement-colombien-demande-a-leln-de-liberer-tous-les-otages>



Radio Habana Cuba